

NATALIE SEDOFF

a dû quitter les États-Unis

Au mois d'avril, nous avions indiqué que des mensonges avaient été répandus au sujet de la visite de la camarade Natalie Sedoff-Trotsky, veuve de Trotsky, aux États-Unis. Elle avait demandé un visa afin de pouvoir s'y faire soigner. Il avait été accordé, avec l'intention cachée d'obtenir d'elle des déclarations utilisables par les services américains. Dès que des journaux firent connaître ces intentions, la presse stalinienne écrivit que Natalie Sedoff, la veuve de Trotsky, était au service du F.B.I., omettant de faire connaître une lettre d'elle au New York Post disant qu'elle n'avait fait et ne ferait aucune déclaration à quelque commission officielle.

Le refus catégorique et réaffirmé de Natalie Sedoff de faire des déclarations eut pour résultat que son visa ne fut pas renouvelé et qu'elle dut le 24 mai reprendre l'avion pour le Mexique, le seul pays qui, au plus fort de la campagne des procès de Moscou, accorda à Trotsky et à Natalie un visa de séjour.

Natalie Sedoff, dans les quarante années pendant lesquelles elle partagea la vie de Léon Trotsky, a connu pleins de démêlés avec les autorités en matière de visas. Le capitalisme ne désarme pas contre elle, en dépit de ses 75 ans. Nous profitons de ces circonstances pour adresser à la camarade Natalie un chaleureux salut révolutionnaire.

En ALBANIE

LA LUTTE DE L'OPPOSITION

Pour conserver à tout prix son pouvoir bureaucratique, la direction du P.C. albanais ne recule devant aucun moyen dans sa lutte contre l'opposition dans le Parti. Par les classiques procédés du stalinisme elle continue toujours à être le véritable champion de la pourriture stalinienne.

De toutes les « démocraties populaires », l'Albanie est le seul pays où il n'y a pas eu de réhabilitation de militants victimes du stalinisme. Depuis le XX^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique et le Rapport Khrouchchev, au lieu de libéraliser tant soit peu le régime, l'équipe stalinienne au pouvoir, au contraire, s'est endurcie et a procédé à des exécutions d'opposants, anciens dirigeants du Parti, comme nous l'avons signalé il y a quelques mois dans la *Vérité des Travailleurs*.

Le 13 février de cette année, on a appris que Enver Hodja, premier secrétaire du P.C., dans son rapport sur « la situation internationale et les tâches du Parti » au cours du plenum du CC, a dénoncé d'autres opposants comme « ennemis du peuple et du Parti ». Les noms les plus marquants sont ceux de Bedri Spahiu (ancien membre du CC et du BP, ancien ministre et procureur général pour toute l'Albanie), Tuk Jakova (ancien membre du CC et du BP, ancien ministre) et Sejfulla Maleshova (ancien membre du CC et ancien ministre de la Culture).

La dernière manifestation de la lutte de l'Opposition en Albanie, c'est la fuite en Yougoslavie de Panajot Plaku (membre du CC et dirigeant de l'Institut géologique, ayant rang de ministre).

Comme on le voit, l'Opposition communiste en Albanie se manifeste non seulement à la base du Parti, comme cela s'est passé dans l'organisation du Parti de Tirana en octobre dernier, mais elle se manifeste aussi au sommet du Parti et du Gouvernement.

La continuation de la terreur par l'équipe stalinienne contre l'opposition est le signe le plus évident de sa faiblesse devant le développement grandissant de la Révolution politique qui, surtout en Albanie, ne se passera pas comme un accouchement sans douleur.

VERS LE 5^e CONGRES MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE

L'internationalisme prolétarien

L'internationalisme est un mot qui, parmi bien d'autres, a été très galvaudé par les directions des partis traditionnels de la classe ouvrière. C'est au nom de l'internationalisme prolétarien que Thorez a approuvé l'écrasement de la révolution des ouvriers hongrois par les troupes soviétiques. C'est au nom de l'internationalisme que Guy Mollet a fait la guerre en Algérie et à Suez contre les peuples arabes en lutte contre l'impérialisme.

En réalité l'internationalisme prolétarien est une notion bien précise, qui n'est pas le produit de vagues rêves humanitaires, de sentiments abstraits, mais qui a son origine dans la structure même de la société. Le capitalisme s'est développé dans le cadre de l'Etat national qui entrave désormais le développement des forces productives, et celles-ci ne peuvent s'épanouir harmonieusement que dans une société organisant l'économie de manière planifiée à l'échelle internationale. Il n'y a dans la société capitaliste qu'une seule classe dont les intérêts ne sont pas liés à un cadre national et qui porte en elle le développement socialiste de l'humanité, c'est la classe ouvrière. Les luttes du prolétariat ont une portée internationale, et cela est devenu décisif depuis que, dans la Russie de 1917, le capitalisme a été renversé.

Aussi, tandis que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat a toujours tendu à mettre l'accent sur le caractère international de la lutte des classes et à créer une organisation adéquate à cet effet, la bourgeoisie dans le monde a toujours déployé tous ses efforts pour briser ce cadre organisationnel international. Et c'est pourquoi, dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire des Internationales correspond effectivement à de très grandes périodes de l'histoire de la lutte des classes. La I^{re} Internationale fut brisée avec l'écrasement de la Commune. La II^e Internationale s'effondra quand la première guerre mondiale déferla. La III^e Internationale eut son sort scellé avec l'avènement du fascisme en Allemagne.

Dans la période révolutionnaire, ouverte à la fin de la deuxième guerre mondiale, le problème de la liaison internationale des luttes des masses est rapidement venu à l'ordre du jour. Passons sur les partis socialistes qui sont relativement peu sensibles à ce problème, sauf dans leurs ailes gauches, mais de façon encore bien limitée. Il n'en est pas de même dans les rangs des Partis communistes car, s'ils sont entre les mains de bureaucrates dévoués à Moscou, ils sont composés de militants révolutionnaires sensibles aux besoins de la lutte des classes.

Il ne pouvait être question pour le Kremlin, au lendemain de la guerre, de reconstruire l'Internationale Communiste : même composée bureaucratiquement, son nom, son aspect d'organisation internationale, constituaient un danger extrême pour la bureaucratie qui veut se servir des luttes des masses, non les servir. La constitution du Bureau d'Informations de 9 Partis communistes devait répondre à des

besoins restreints. Mais ce moyen lui-même ne résista pas au premier conflit de la bureaucratie soviétique avec une révolution vivante, la révolution yougoslave.

Et maintenant, nous assistons à une succession de voyages de direction à direction de Parti communiste, absolument semblables aux voyages diplomatiques de ministres des Affaires étrangères. Il ne s'agit pas là de simples échanges de salamales, mais d'une opération de la bureaucratie — secouée par les révolutions en Pologne et en Hongrie et par la montée des masses — pour rétablir un front commun en face du mouvement des masses. Le bilan de ces voyages peut s'établir comme suit : nous, directions des PC, avons entre nous des divergences sur certains événements, mais nous nous entendons pour nous aider les uns les autres contre les oppositions montantes ; nos divergences ne doivent pas entraîner l'une d'entre nous à soutenir un courant quelconque chez le voisin contre la direction établie, même si ce courant partage notre point de vue ; nous respecterons la hiérarchie dans chaque parti, c'est plus important pour nous que telle ou telle position sur telle ou telle question.

Cette résistance bureaucratique n'empêchera nullement les oppositions révolutionnaires qui naissent dans les PC de se poser et de chercher à résoudre le problème de l'Internationale. Ce sera peut-être pour elle le problème le plus difficile à résoudre, car il existe tout d'abord de fortes préventions pour reconstruire une Internationale démocratique et centralisée à cause de la triste expérience de l'Internationale sous la direction de Staline, de la crainte qu'à nouveau un parti, disposant du pouvoir d'Etat, plus fort que les autres, n'y impose sa loi par des moyens matériels.

Dans cette situation, en plus des arguments théoriques, l'argument le plus puissant que nous opposons est précisément l'existence, le fonctionnement même de la IV^e Internationale. Le principe de l'internationalisme prolétarien est incarné dans l'organisation de groupes d'avant-garde constituant un parti mondial régi par les règles du centralisme démocratique.

Ce parti mondial, la IV^e Internationale, prépare son 5^e Congrès Mondial. Nous publierons dans les numéros qui viennent une série d'articles sur les problèmes qui sont débattus pour ce Congrès dans les sections de la IV^e Internationale. Disons dès maintenant que ce Congrès sera marqué par la certitude, renforcée plus que jamais par tous les événements récents, que l'Internationale d'avant-garde que nous avons maintenue dans des conditions extrêmement difficiles connaîtra dans les années à venir un développement en Internationale marxiste-révolutionnaire de masse dans le renouveau communiste qui s'opère.

C. HENRY

Au LIBAN

LA DOCTRINE EISENHOWER EN ACTION

Après la Jordanie, le Liban.

Au nom des grands principes de liberté selon Washington, il y a quelques semaines le roi Hussein, à l'instigation des représentants américains, a procédé à un coup de force pour éliminer un gouvernement qui reposait sur une majorité populaire et dont le crime était de vouloir œuvrer dans le sens d'une unité de front avec la Syrie et l'Egypte.

Pour appuyer ce coup de force, Washington avait envoyé la 6^e flotte américaine patrouiller le long des côtes du Liban. La « doctrine Eisenhower » triompha, momentanément du moins, en Jordanie.

Les réactions des masses arabes en face de ce coup de force ne faisaient aucun doute. Et elles pouvaient avoir l'occasion de s'exprimer au Liban, aux élections prochaines. Le gouvernement

pro-américain, qui avait de nombreuses raisons de penser que ses jours étaient comptés, prit l'initiative de « préparer » les élections. Truquages et provocations étaient à l'ordre du jour. On peut être sûr que des spécialistes américains de la « doctrine Eisenhower » prêtent la main aux événements. L'opposition ayant résolu de manifester contre le truquage des élections qui se préparait, le gouvernement recourut aux grands moyens, fit tirer sur les manifestants et instaurer un régime d'état de siège. C'est encore la plus sûre méthode d'avoir une victoire électorale.

Au moment où nous paraissions, une épreuve de force est engagée au Liban entre l'Opposition et le gouvernement. Comme en Jordanie, c'est la « doctrine Eisenhower » qui est à l'origine de ces mesures, pour briser la marche en avant de la révolution coloniale dans les pays arabes.